

30000
ME

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

5^{ème} CHAMBRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

AUDIENCE PUBLIQUE DU LUNDI 27 MAI 2019

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG numéro 0943 /2019

Jugement Contradictoire
Du Lundi 27 mai 2019

Affaire :

LA SOCIETE GENERALE
D'ELECTRICITE dite SOGELEC

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du lundi Vingt-Sept mai de l'an Deux Mille dix-neuf, tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Monsieur BOUAFFON OLIVIER, Vice-Président du Tribunal, Président ;

Messieurs DOUA MARCEL, SAKO KARAMOKO FODE, N'GUESSAN K.EUGENE et OKOUE EDOUARD, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître KOUASSI KOUAME France WILFRIED**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

Maitre GOFFRI

Contre

LA SOCIETE ETABLISSEMENT
KATCHI

SCPA SARR & ALLARD

LA SOCIETE GENERALE D'ELECTRICITE dite SOGELEC, Société à Responsabilité Limitée au capital de 150 000 000 FCFA, dont le siège social est sis à Abidjan Treichville, Boulevard du Marseille, Immatriculée au registre de commerce et du crédit mobilier sous le numéro : RC n° 182 474 ,Compte Contribuable N° 95 000 15 F , tél : 21 24 10 27 prise en la personne de son représentant légal, son gérant, monsieur KLAIT IMAD, né le 25 Octobre 1973, de nationalité libanaise ,domicilié à ABIDJAN-Marcory Résidentiel,;

Demanderesse, comparaisant et concluant par le canal de son conseil, Maitre GOFFRI, Avocat à la Cour ;

D'une part

Et

LA SOCIETE ETABLISSEMENT KATCHI, société au régime réel simplifié d'imposition dont le siège social sis à Abidjan, 01 BP 967 ABIDJAN 01, prise en la personne de son représentant légal, Monsieur KATCHI ASSI LAZARE demeurant au siège de ladite société pour cause ;

Statuant publiquement,
contradictoirement, en premier et dernier
ressort ;

Déclare irrecevable l'action pour défaut
de capacité à défendre de
l'établissement KATCHI ;

Condamne la Société Générale
d'Electricité dite SOGELEC aux dépens
de l'instance ;



31 10 19 gvr *[Signature]* 1

Défenderesse, comparissant et concluant par le canal de son conseil, SCPA SARR & ALLARD, Avocats à la Cour ;

D'autre part ;

Enrôlé le 13 mars 2019, le dossier a été évoqué à l'audience du 18 MARS 2019 ;

A cette date le Tribunal a constaté la non conciliation des parties et ordonné une instruction confiée au juge DOUA MARCEL ; L'instruction a fait l'objet d'une ordonnance de clôture n° 469/19 en date du 03 AVRIL 2019 et la cause a été renvoyée à l'audience publique du lundi 08/04/2019 ;

A l'audience, le dossier a été mis en délibéré pour le lundi 13/05/2019 ;

Advenue ladite audience, le Tribunal a vidé le délibéré dont la teneur suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Ouï les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, MOYENS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit en date du 05 mars 2019, la Société Générale d'Electricité dite SOGELEC ayant pour conseil Maître GOFFRI, Avocat à la Cour, a servi assignation à la Société Etablissement KATCHI représentée par la SCPA SARR & ALLARD d'avoir à comparaître devant le Tribunal de commerce d'Abidjan pour entendre :

En la forme

Déclarer la présente action recevable ;

Au fond

Condamner la Société Etablissement KATCHI à payer la

Condamner la Société Etablissement KATCHI à payer la somme de 7.767.328 francs CFA au titre des prix des marchandises ;

Condamner en outre la Société Etablissement KATCHI à payer la somme 5.000.000 francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir et ce nonobstant toute voie de droit ;

Condamner la Société Etablissement KATCHI aux entiers dépens dont distraction au profit de Maître GOFFRI, Avocat à la Cour aux offres de droit ;

Au soutien de son action, la SOGELEC expose qu'elle a livré divers matériels et équipements électriques d'une valeur de 7.767.328 francs CFA à la Société ETABLISSEMENT KATCHI ;

Elle indique que bien que la Société Etablissement KATCHI ait reçu livraison des divers matériels et équipements, celle-ci refuse d'en payer le prix ;

Par exploit en date du 31 octobre 2018, mentionne-t-elle, elle lui a servi une sommation d'avoir à payer le reliquat de la vente en vain ;

Elle déclare qu'elle lui a également signifié un exploit en date du 13 février 2019 de lettre invitant à une tentative de règlement amiable qui s'est soldée par un échec ;

Elle sollicite la condamnation de la Société ETABLISSEMENT KATCHI à lui payer la somme de 7.767.328 francs CFA représentant le reliquat de la vente et la somme de 5.000.000 francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Elle sollicite en outre l'exécution provisoire de la présente décision et ce nonobstant toutes voies de recours ;

La Société ETABLISSEMENT KATCHI soulève la fin de non-recevoir tirée de la prescription de l'action et conclut à l'irrecevabilité de l'action de la SOGELEC pour forclusion ;

Se fondant sur l'article 301 de l'Acte Uniforme portant droit commercial, elle explique que la prescription en matière de vente commerciale est de deux ans ;

Elle affirme que la SOGELEC est forclosée parce qu'elle n'a

pas initié son action en justice avant la date du 17 novembre 2017 ;

La SOGELEC conclut au rejet de cette fin de non-recevoir ;

Elle que le délai de prescription en matière de vente commerciale est de cinq ans suivant les dispositions de l'article 33 de l'Acte Uniforme ;

Elle estime qu'elle est dans le délai pour introduire son action ;

DES MOTIFS

Sur le caractère de la décision

La Société ETABLISSEMENT KATCHI ayant conclu, il y a lieu de statuer contradictoirement ;

Sur le taux de ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige étant de 12.767.328 francs CFA, il sied lieu de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

La SOGELEC a introduit son action contre la Société Etablissement KATCHI ;

Il ressort cependant des mentions contenues dans le Registre de commerce et du crédit immobilier n°CI-ABJ-2012-A-1677 produit au dossier, que le défendeur est une entreprise individuelle exploitée par Monsieur KATCHI ASSI LAZARE exerçant sous la dénomination ETS KATCHI ;

L'on parle d'entreprise individuelle lorsque l'entrepreneur

CPFH Plateau
Poste Comptable 8003



Droit free = 18000
Hors Délai
Reçu la somme de une huit mille francs
Quittance n° 0339774 et ✓
Enregistré le 15 OCT 2019
Registre Vol. 45 Folio 76 Bord 573 1581 413

Le Receveur

Le Chef de Bureau du Domaine,
de l'Enregistrement et du Timbre

Le Conservateur



personne physique exerce directement une activité économique quelle qu'elle soit, en son nom et pour son propre compte ;

L'entreprise individuelle n'a pas de personnalité juridique ; Elle s'identifie à son propriétaire ; C'est pourquoi, elle n'est pas doté d'un patrimoine distinct de celui de l'entrepreneur ;

L'article 3 du code de procédure civile, commerciale et administrative prescrit comme condition de recevabilité de l'action la capacité pour agir en justice ;

La jurisprudence requiert également pour le défendeur cette capacité en l'occurrence, la capacité à défendre en justice comme condition de recevabilité de l'action ;

En l'espèce, l'entreprise individuelle dénommée Etablissement KATCHI n'a pas de personnalité juridique, encore moins la capacité à défendre ;

Il en résulte que l'action de la SOGELEC doit être déclarée irrecevable pour ce motif ;

Sur les dépens

La Société SOGELEC succombant, il sied de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier et dernier ressort ;

Déclare irrecevable l'action pour défaut de capacité à défendre de l'établissement KATCHI ;

Condamne la Société Générale d'Electricité dite SOGELEC aux dépens de l'instance ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement, les jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé le Président et le Greffier.